

JANVIER - FÉVRIER 2023

LE JOURNAL DES ÉLU·E·S COMMUNISTES DE LILLE



Belle et heureuse année 2023

Nous vous présentons nos meilleurs vœux pour cette nouvelle année. Celle-ci doit être une année de mobilisation, notamment pour défendre et faire progresser nos droits sociaux, comme la retraite.

À ce titre, le projet du gouvernement de report de l'âge de départ en retraite à 64 ans est injuste. D'autres solutions sont possibles pour financer une retraite à 60 ans avec une bonne pension comme faire cotiser les revenus financiers, augmenter les salaires et réduire l'écart salarial entre les femmes et les hommes.

Face au projet funeste du gouvernement, comptez sur nous pour porter une alternative progressiste pour nos retraites car comme le disait **Ambroise Croizat, ministre communiste et créateur de la Sécurité Sociale** : «La retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie»

Sylviane Delacroix
Valentin Martin
Karine Trottein
Eddie Jacquemart



Orientations budgétaires 2023 :

L'État doit agir pour préserver les finances des communes !

Intervention lors du débat d'orientations budgétaires pour 2023 du conseil municipal du 9 décembre 2022

« Les contextes national et international ont des répercussions extrêmement importantes sur les finances des collectivités et naturellement sur celles de notre ville.

Pourtant, **malgré ces difficultés notre ville tient bon.**

Comme nous nous y sommes engagés les taux de fiscalité communaux resteront inchangés et ce n'est pas rien, 140 communes du Nord et du Pas-de-Calais ont par exemple augmenté leur taxe foncière en 2022.

Nous maintenons également nos services publics à destination des Lilloises et des Lillois et nous avons procédé à des revalorisations tarifaires très largement inférieures à l'inflation voire nulles pour certains tarifs, je pense par exemple aux premiers tarifs de la restauration scolaire.

Réussir tout cela en continuant d'investir, tout en gardant des finances saines et une dette maîtrisée, c'est un exercice très compliqué mais c'est indispensable d'une part pour le pouvoir d'achat des Lillois et des Lilloises déjà très fortement touché, mais aussi pour poursuivre la transformation de notre ville vers une ville toujours plus solidaire et plus durable.

Mais tout cela, si rien n'est fait par l'Etat, ne pourra plus durer.

Collectivités, entreprises, familles, toutes et tous nous sommes confrontés aux mêmes problématiques, d'un côté des factures qui explosent et de l'autre des recettes ou des salaires qui n'augmentent pas.

Je crains très sérieusement que l'année 2023 marque une crise économique et sociale sans précédent dans notre pays avec des entreprises en faillite, des familles dans l'incapacité de payer leurs factures et des collectivités devant fermer certains services publics faute de moyens et on en voit d'ailleurs quelques prémices ici ou là dans la région.

[...]

À notre échelle nous continuerons de faire le boulot au mieux dans l'intérêt des habitants et habitantes de notre ville, mais **s'il n'y a pas de mobilisation la plus large pour demander à l'Etat de prendre les mesures qui s'imposent sur le gaz, l'électricité, sur les dotations aux collectivités, alors cet exercice budgétaire qui est aujourd'hui une mission difficile, deviendra dans les prochaines années une mission impossible.** »

Valentin Martin

Adjoint au développement
du sport scolaire et périscolaire



Prise de position : Tarifications municipales

A Lille, comme dans toutes les villes, l'humain demeure la priorité, vous pouvez compter sur vos élu.e.s communistes car elles et ils veillent à ne pas lâcher celles et ceux qui cumulent les galères : le chômage, la misère, l'isolement, ou encore l'exclusion sous toutes ces formes, le mépris de classe.

Ainsi, les élu.e.s communistes se battent pour des services publics de proximité et des politiques publiques au service de toutes et tous. Elles et ils ont bien compris les enjeux de cette société et la façon dont il faut la transformer.

C'est pourquoi, lors du dernier conseil municipal, nous avons voté pour la délibération actualisant les tarifs

des services municipaux, se félicitant du travail de la majorité quant aux propositions faites dans le cadre des revalorisations tarifaires qui restent inférieures à l'inflation, voire inexistantes, en faveur de l'accès aux services publics.

S'il ne fallait citer qu'un exemple, celui de la restauration scolaire, il n'y a pas d'augmentation de tarif pour les familles payant moins de 1€ le repas, pour les autres, l'augmentation a été limitée à 1,5%.

Mais en cohérence avec ce que nous portons, pour la défense du pouvoir d'achat, nous maintenons également que la mise en place de ZFE ne peut être défendue, sans mesure forte d'accompagnement des



Perspectives sur : **L'éducation populaire**

L'éducation populaire est une notion du quotidien qui évolue au travers des projets éducatifs, culturels, sportifs et de loisirs, ainsi qu'à travers les dispositifs qui associent et mobilisent les habitants.

L'éducation populaire a fait l'objet d'une nouvelle délégation à la Ville de Lille depuis 2020, que j'ai l'honneur de porter. **Cette délégation vise à réaffirmer l'engagement de la majorité municipale sur le sujet et donner un nouvel élan eu égard à sa plus-value en tant que vecteur d'émancipation sociale et d'égalité des chances.**

Depuis deux ans des conférences sont organisées afin de fédérer les actions et les acteurs de l'éducation populaire du territoire Lillois.

Ces temps forts sont l'occasion de réfléchir et questionner l'apport de l'éducation populaire aux politiques publiques, au rôle qu'elle peut jouer et sa capacité à apporter des réponses aux problématiques actuelles. Ils se veulent également des temps de ressourcement pour les acteurs de l'éducation populaire.

En 2022, dans un contexte de crise démocratique et d'abstention électorale, la

délégation a choisi d'organiser avec les acteurs une conférence s'intitulant « **Education populaire, la démocratie au quotidien** ». Cette rencontre s'est tenue le 15 décembre 2022 à L'auberge de jeunesse Stéphane Hessel de Lille. Elle a rassemblé une centaine de participants, acteurs associatifs, services de la Ville et élus locaux. La mobilisation des associations d'éducation populaire pour cet événement a confirmé l'intérêt porté à la démarche initiée par la Ville.

Cette matinée a permis d'articuler théorie et pratique, en proposant un premier temps de plénière visant à traiter des enjeux de la participation dans notre démocratie puis un second temps d'ateliers dédiés au partage d'outils d'éducation populaire et d'expériences favorisant la participation citoyenne. Les différentes interventions à la table ronde ont permis de croiser les savoirs du champ de la recherche, de l'associatif et du politique. Cette table ronde a suscité des échanges avec la salle riches et variés permettant l'expression d'une pluralité d'opinion et orientant le rôle de l'éducation populaire en faveur de la démocratie. Elle a permis de mettre en débat les causes et solutions face à l'abstention et la nécessaire reconnaissance du rôle des associations pour la vitalité démocratique au quotidien. Les ateliers animés par des associations d'éducation populaire ont suscité l'intérêt des participants à la recherche d'outils concrets à réutiliser en animation.



Eddie Jacquemart

Conseiller municipal à
l'éducation populaire et à
l'accès aux vacances et loisirs



classes les plus populaires, qui les exclue, de fait. Nous maintenons que l'accès libre et gratuit aux transports en commun est un levier pour lutter contre la pollution et l'engorgement des voies de circulation.

En cohérence donc, les élu.e.s communistes étaient intervenus et avaient voté contre le projet d'extension du stationnement payant à d'autres quartiers de la ville. S'appuyant principalement sur l'impact pour le porte-monnaie des familles qui vivent dans des secteurs où le seuil de pauvreté représente plus d'un quart de la population, et quand, dans le même temps, l'inflation continue de grever le pouvoir d'achat des ménages.

Alors par les combats que nous depuis toujours en faveur de la préservation de ce-dit pouvoir d'achat, pour toutes et tous, nous avons voté pour la délibération tarifaire précédemment citée et contre la partie concernant le stationnement payant pour les riverains, cela ne va surprendre personne.

Karine Trottein

Conseillère municipale déléguée
à l'alimentation et
à la restauration collective



Retraite : un projet injuste et injustifié

Le gouvernement prétend reporter l'âge de la retraite à 64 ans et imposer un total de 172 trimestres sinon gare à la décote !

Alors que les plus riches ne cessent de s'enrichir, que les dividendes versés aux actionnaires atteignent des records et que l'Etat a versé 157 milliards d'aides publiques aux entreprises, la France n'aurait pas les moyens de financer notre système de retraite !

Comme une très grande majorité de nos concitoyens, nous refusons que les salariés présents et à venir, les actifs, les retraités aient à travailler plus longtemps, à cotiser davantage ou à voir leur pouvoir d'achat rogné.

D'autres propositions existent pour financer notre système de retraite solidaire :

- En faisant cotiser les revenus financiers des entreprises au même niveau que les salariés
- En s'attaquant réellement à la fraude et l'évasion fiscales
- En rendant ainsi possible l'augmentation des salaires, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, et donc l'augmentation des cotisations,
- En donnant de nouveaux pouvoirs aux salariés pour imposer une priorité aux salaires et à l'emploi dans la gestion des entreprises.

C'est le sens de notre engagement dans les mobilisations contre ce projet injuste et injustifié. Nous soutenons les mobilisations contre cette réforme injuste et nous vous invitons également à vous mobiliser largement !



Sylviane Delacroix

Adjointe à l'inclusion des personnes en situation de handicap – accessibilité.

Pour l'Humain & la Planète d'Abord à Lille !



Contactez-nous

 Les élu·e·s communistes de Lille

 @Elu_e_sPCFLille

slozachmeur@mairie-lille.fr

07 68 48 10 28

